



« Point de vue »

La lettre d'information de LGF Patrimoine

Le 15 Juillet 2024,

SOMMAIRE

PAGE 1 – 3 >

Les marchés, l'économie, l'actualité

PAGE 4 - 5 >

- Point de vigilance concernant les arnaques (AMF)
- Contrôle fiscal : généré par l'intelligence artificielle ?



L'économie, l'actualité, les marchés

Le second trimestre de cette année qui s'annonçait un peu terne a été en définitive assez surprenant. Si comme anticipé la Banque Centrale Européenne (BCE) a abaissé modestement ses taux directeurs, la surprise est venue de la Banque Nationale Suisse (BNS) qui, pour la seconde fois, a réduit son taux directeur de 25 centimes (0,25%) afin de soulager la force de sa devise.

La seconde surprise est venue des Etats-Unis qui petit à petit voient son économie ralentir alors que le consensus des économistes prévoyait le contraire. Cette nouvelle orientation de l'économie des USA couplée à une détente des indices des prix va sans doute permettre à la Banque Centrale américaine, la Fed, d'abaisser plus rapidement qu'anticipé ses taux directeurs.

La vraie grande surprise de ce trimestre est française avec l'annonce par le Président de la République, suite aux résultats des élections européennes, de la dissolution de l'Assemblée Nationale. Cette décision a fortement surpris tant en France qu'à l'étranger et notre pays déjà affaibli par l'importance de ses déficits se retrouve brutalement au-devant de la scène européenne compte tenu des incertitudes induites par cette action. La réaction des investisseurs internationaux a été négative pour les marchés européens et français en particulier, les investisseurs qui revenaient depuis quelque temps à l'achat ont soldé leurs positions au profit des marchés américains et émergents. En toute fin de période le marché français s'est redressé sans toutefois revenir à son niveau initial.

📊 INFO Évolution de principaux indices boursiers

Bilan trimestriel	31/03/2024	30/06/2024	Variation	Bilan Année 2024	31/12/2023	30/06/2024	Variation
Shanghai composite	3041,17	2967,4	-2,43%	Shanghai composite	2974,935	2967,4	-0,25%
Dow Jones Industrial	39807,37	39127,8	-1,71%	Dow Jones Industrial	37689,54	39127,8	3,82%
Nasdaq	16379,46	17732,6	8,26%	Nasdaq	15011,35	17732,6	18,13%
S&P 500	5254,35	5460,48	3,92%	S&P 500	4769,83	5460,48	14,48%
Nikkei 225	40369,44	39583,08	-1,95%	Nikkei 225	33464,17	39583,08	18,28%
CAC 40	8205,81	7479,4	-8,85%	CAC 40	7543,18	7479,4	-0,85%
Eurostoxx 50	5083,42	4894,02	-3,73%	Eurostoxx 50	4521,65	4894,02	8,24%
OR	2232,9	2324,81	4,12%	OR	2065,2	2324,81	12,57%
Pétrole (Brent)	87,5	86,4	-1,26%	Pétrole (Brent)	77,08	86,4	12,09%
Cuivre	8766,36	9422,25	7,48%	Cuivre	8529,25	9422,25	10,47%
EUR/USD	1,079	1,0714	-0,70%	EUR/USD	1,1056	1,0714	-3,09%

Évolution des taux d'intérêts

Comme anticipé et déjà mentionné plus haut, la BCE et la Fed n'ont pas surpris par leur décision respective. Au regard de l'évolution économique des Etats-Unis il est quasi certain que la Banque Centrale américaine pourra prochainement abaisser ses taux directeurs. Compte tenu de la proximité des élections, une baisse de taux de 50 centimes (0,50%) est réaliste à la condition que la dynamique baissière de l'inflation se poursuive.

En Europe, la BCE devrait dès la fin de l'été faire un nouveau mouvement de détente de 25 centimes de taux.

En ce qui concerne les taux à long terme la tendance est plus ambiguë. Sur le trimestre on observe un léger mouvement haussier, l'inflation globale reculant modérément et les anticipations à moyen terme étant moins favorables du fait d'une tension toujours présente dans les services.

Le fait marquant du trimestre est l'accroissement du différentiel du taux des emprunts d'État à 10 ans entre l'Allemagne et la France qui passe de 56 centimes à 77 centimes (voir tableau ci-dessous). Cet écartement s'explique par la méfiance actuelle des investisseurs au regard de ce que pourrait être la future politique économique et financière du prochain Gouvernement de la France et de son impact sur les déficits du pays.

Emprunts d'Etat	30/06/2022	30/09/2022	30/12/2022	31/03/2023	30/06/2023	29/09/2023	29/12/2023	31/03/2024	30/06/2024
10 ans France	1,947%	2,735%	3,107%	2,783%	2,898%	3,487%	2,603%	2,849%	3,272%
10 ans Allemagne	1,341%	2,217%	2,567%	2,245%	2,393%	2,932%	2,017%	2,294%	2,501%
10 ans Italie	3,292%	4,539%	4,553%	4,112%	4,000%	4,710%	3,658%	3,662%	4,064%
10 ans USA	3,100%	3,753%	3,845%	3,551%	3,849%	4,666%	3,880%	4,194%	4,329%

Solde des finances publiques en France, en % du PIB



Source : Insee, comptes nationaux - base 2020 pour le déficit, comptes nationaux - base 2014 pour le PIB. Un des critères de Maastricht impose que le déficit public annuel ne doit pas être supérieur au seuil de référence (-3 % du produit intérieur brut (PIB)).



L'économie

Au second trimestre 2024, l'activité économique a ralenti aux Etats-Unis et s'est légèrement reprise en Europe. Les perspectives se redressent lentement en Chine. Dans la plupart des pays développés, l'inflation a repris sa baisse après quelques mois plus heurtés.

 **Aux Etats-Unis**, le PIB a progressé de 1,4% au 1^{er} trimestre après +3,4% au 4^{ème} trimestre 2023. Ce net ralentissement de la croissance s'explique par la consommation privée et publique ainsi que par le commerce extérieur. Les enquêtes de conjoncture sont très volatiles, l'ISM (indicateur d'activité) manufacturier s'est inscrit en zone de contraction pendant une bonne partie du second trimestre. L'ISM des services a connu une évolution plus en « dents de scie », alternant entre expansion et contraction. La diminution du crédit bancaire pour les entreprises et du crédit à la consommation laisse présager une poursuite du ralentissement dans les prochains mois. Le marché du travail connaît un ralentissement graduel qui se matérialise par une baisse des créations d'emplois, une baisse du nombre d'heures travaillées, une hausse du taux de chômage et le ralentissement de la progression du salaire horaire moyen.

L'inflation qui sert de point de repère à la Fed (indice PCE) a atteint 2,6% en glissement annuel en mai 2024 et l'inflation sous-jacente également 2,6%. La composante logement répercute progressivement le ralentissement des loyers observé sur le marché ce qui devrait contribuer à la désinflation dans les prochains mois. En revanche, les effets de base sur l'énergie et l'alimentation sont moins favorables.

En Europe

Dans la zone euro, la croissance du PIB a surpris à la hausse au 1^{er} trimestre 2024 à +0,3% après -0,1% au quatrième trimestre 2023. Le commerce extérieur est le plus fort contributeur à la croissance sur le trimestre suivi de la consommation des ménages. Les enquêtes de conjoncture se redressent lentement mais continuent de signaler une contraction de l'activité dans le secteur manufacturier. Elles indiquent également une confiance des ménages qui s'établit à un niveau inférieur à sa moyenne historique.

Le marché du travail reste tendu avec un taux de chômage au plus bas à 6,4% en mai 2024. Les salaires progressent à un rythme soutenu et l'indicateur trimestriel de la BCE sur l'évolution des salaires négociés dans la zone euro a légèrement réaccélééré au 1^{er} trimestre 2024. L'inflation a poursuivi sa baisse et a atteint 2,5% en juin et l'inflation sous-jacente 2,9%.

Dans ce contexte, la BCE a procédé à sa 1^{ère} baisse de taux en juin comme elle l'avait largement laissé entendre mais elle se montre beaucoup plus prudente pour la suite car l'inflation des services est élevée et la dynamique des salaires forte.

 **Au Japon**, le PIB s'est contracté de 0,5% au 1^{er} trimestre 2024, après son modeste rebond de +0,1% au quatrième trimestre 2023. La consommation des ménages continue de peser sur la croissance ainsi que le commerce extérieur et l'investissement. Les hausses de salaires historiques décidées au printemps 2024 pourraient augurer d'une reprise plus pérenne de la consommation. L'inflation a poursuivi sa baisse jusqu'au mois de février puis est repartie à la hausse. Elle a ainsi atteint 2,8% en glissement annuel en mai 2024 et l'inflation sous-jacente 2,5%. La faiblesse du yen, au plus bas depuis près de 40 ans, reste un sujet d'attention pour les autorités japonaises et pour la Banque du Japon.

 **En Chine**, la croissance a légèrement accéléré au 1^{er} trimestre 2024, +1,6% après +1,2% au quatrième trimestre 2023. La consommation des ménages reste décevante dans un contexte de confiance qui demeure très dégradée. En revanche, la production industrielle est restée solide. L'activité dans le secteur immobilier reste très morose et les prix de vente poursuivent leur baisse. De nouvelles mesures de soutien à l'immobilier seraient à l'étude afin de réduire le stock de logements disponibles, lequel est proche des plus hauts historiques selon les chiffres officiels. L'inflation reste très faible, à 0,3% sur un an en mai.

Le rééquilibrage budgétaire des gouvernements locaux devrait être un des sujets clef de la 3^{ème} plénière du comité central du Parti Communiste Chinois (PCC) en juillet. Les autorités semblent en effet sur le point d'acter un partage plus équitable des recettes fiscales entre gouvernement central et provinces. Parmi les mesures évoquées : une prise en charge plus importante par le gouvernement central des dépenses liées au financement des retraites dans un contexte de vieillissement de la population.

Pour conclure

Le troisième trimestre qui vient de commencer va, sans aucun doute, nous apporter son lot de surprises. Les Français mais également nombre d'Occidentaux sont dans l'attente de connaître les prochains membres du Gouvernement. Nos proches ou lointains voisins sont, comme nous, dans l'expectative des décisions de politiques économiques susceptibles d'être mises en œuvre. Toutes mesures qui, selon eux, seraient susceptibles d'accroître les déséquilibres financiers actuels seraient interprétées négativement ayant ainsi pour conséquence une baisse probable des valeurs en bourse et une hausse des taux d'intérêts obligataires. A une autre échelle, la campagne électorale américaine fait monter les tensions et les incertitudes. L'état de santé du Président sortant pose question et son rival, Donald Trump, en profite de plus en plus ce qui n'est pas sans inquiéter nombre de pays occidentaux. Pour compléter cette énumération, à ce jour, aucune « porte de sortie » n'est en vue pour un cessez de feu entre la Russie et l'Ukraine ou pour un règlement rapide du conflit Israélo-palestinien.

Par expérience, toute période d'incertitude crée à terme des opportunités. A ce jour notre conseil est de conserver un volant de liquidité et cela d'autant plus que le marché monétaire comme le fonds en euro restent rémunérateurs. En cas de baisse significative des marchés européens il y aura des opportunités à saisir, nos entreprises sont très orientées à l'international et elles sont profitables.

Le Cabinet LGF Patrimoine est à votre disposition pour en parler plus longuement avec vous et mettre en œuvre la ou les stratégies les mieux adaptées à votre situation. En ces moments quelque peu perturbés n'hésitez pas à nous contacter pour échanger avec nous.

INFO LES POINTS DE VIGILANCE CONCERNANT LES ARNAQUES

Le nombre de réclamations reçues par le service de l'AMF Épargne Info Service est en hausse depuis la fin de l'année 2023, se maintenant à un niveau proche de 200 par mois. Les sujets de réclamation les plus fréquents formulés auprès de l'AMF portent sur :

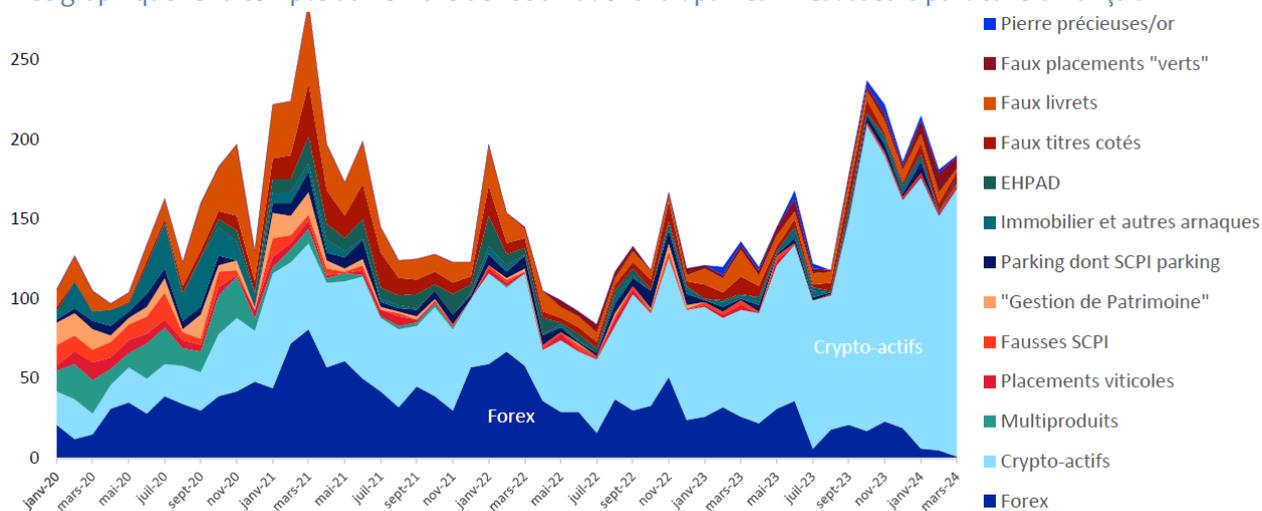


Les cryptos monnaies : les « crypto-monnaies » attirent de plus en plus les investisseurs et de nombreuses plateformes sur internet vous proposent d'investir dans ces actifs très particuliers. Mais ce type d'investissement présente de nombreux risques : volatilité, arnaques, risque informatique, etc...



Le Forex : si investir dans le trading en ligne sur le Forex et les options binaires peut sembler séduisant, le risque d'y perdre beaucoup d'argent est grand. Ne vous laissez pas convaincre par les promesses de gains faciles et rapides, elles cachent souvent des arnaques !

Graphique : Nombre de réclamations pour les acteurs non régulés par thématiques
Ce graphique rend compte du nombre de réclamations fait par les investisseurs particuliers français



Source : EIS-AMF



L'usurpation d'identité

Graphique : Nombre d'usurpations d'identité recensées par AMF Épargne Info Service



Source : EIS-AMF

CONTRÔLE FISCAL : GÉNÉRÉ PAR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

Un dirigeant apprend qu'il va faire l'objet, lui ou sa société, d'un contrôle fiscal.

Pourquoi eux et pas quelqu'un d'autre ? Quels éléments peuvent déclencher un contrôle ? Et si l'intelligence artificielle (IA) y était aussi pour beaucoup ...

Si le fait de ne pas respecter les délais, de ne pas expliquer d'éventuelles incohérences en amont ou de demander un remboursement de crédit de TVA peuvent déclencher un contrôle fiscal, c'est incontestablement aujourd'hui l'IA qui est en plein développement. **Une raison supplémentaire d'être encore plus vigilant.**



Contrôle fiscal : les éléments déclencheurs « traditionnels » :



Des délais non respectés : que ce soit pour le paiement des impôts et taxes ou pour le dépôt des déclarations fiscales, il faut être rigoureux sur les délais pour passer le plus inaperçu possible.



Des incohérences : l'administration a pour mission de procéder à un examen critique des déclarations qui lui sont transmises et de vérifier leur concordance avec tous les documents qu'elle a à sa disposition. S'agissant d'une société p.ex., elle s'assurera du respect des conditions de déduction fiscale des charges retranchées du résultat, elle pourra analyser la vitesse de rotation des stocks, elle pourra encore vérifier la part des frais généraux, l'évolution du chiffre d'affaires, etc. Son activité doit présenter des résultats cohérents par rapport aux entreprises du même secteur d'activité, mais si des incohérences apparaissent, il faut pouvoir les expliquer.



Le remboursement d'un crédit de TVA : l'administration peut, à la suite d'une demande de remboursement de crédit de TVA, solliciter auprès de l'entreprise tous les justificatifs qui motivent une telle demande, voire tous les renseignements complémentaires qu'elle juge utiles. Elle peut aussi se rendre directement dans l'entreprise pour contrôler la demande de remboursement de crédit de TVA.



L'utilisation de l'IA ... L'intelligence artificielle (IA) peut aider les autorités fiscales à détecter les contribuables qui ne sont pas en conformité. Pour ce faire, l'IA peut être utilisée pour examiner des données financières à grande échelle et identifier des anomalies. Par exemple, l'analyse de données intelligente peut être utilisée pour détecter des écarts entre les déclarations fiscales d'une entreprise et ses données comptables, ses déclarations douanières ou d'autres sources.

... en forte expansion. La part des contrôles ciblés par l'IA est passée de 13 % en 2018, à 22 % en 2019, 32,49 % en 2020, 45 % en 2021 et désormais 50 % depuis 2022.

Garanties du contribuable. L'utilisation de l'IA dans les contrôles fiscaux doit être éthique et transparente, en respectant la vie privée des citoyens et des entreprises et en permettant la contestation des décisions basées sur une analyse automatisée des données. C'est ainsi que l'application Galaxie, nouvel outil déployé par l'administration fiscale depuis avril 2022, et qui permet un traitement informatisé et automatisé de données à caractère personnel a été autorisée par le ministère de l'Économie après avis favorable de la Cnil.